

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 14 décembre 1984

La séance est ouverte à 11 heures.

● (1105)

## DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

### L'ADMINISTRATION DU GOUVERNEMENT

#### LES ASPIRATIONS DES CANADIENS

**M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell):** Monsieur le Président, hier, la population de Glengarry-Prescott-Russell a parlé. Les électeurs ont dit qu'ils en avaient assez des promesses, qu'ils ne veulent pas de coupures unilatérales; ils veulent garder leurs emplois, ils veulent l'universalité des programmes sociaux. Le message transmis s'applique à tous les conservateurs. La population de Glengarry-Prescott-Russell a écrasé, a piétiné les conservateurs hier soir dans Glengarry-Prescott-Russell. La lune de miel est terminée. Si les électeurs de l'Ontario, et même ceux à l'échelle nationale, étaient appelés aux urnes aujourd'hui, il est certain que les résultats seraient très différents de ceux du 4 septembre dernier. Le parti libéral est vibrant d'énergie à l'échelle nationale et provinciale. Nous continuerons à exprimer les aspirations de tous les Canadiens.

Les électeurs sont des consommateurs avertis, monsieur le Président. Ils ont su reconnaître que les cousins germains des conservateurs d'en face sont semblables à eux. Les gens de Glengarry-Prescott-Russell n'étaient pas à vendre. Les chèques, les promesses et les gros canons conservateurs ont échoué, monsieur le Président.

\* \* \*

[Traduction]

### LES ORGANISATIONS VOLONTAIRES

#### LES DISPOSITIONS FISCALES—DEMANDE DE MODIFICATION

**M. David Daubney (Ottawa-Ouest):** Au cours des dernières semaines, monsieur le Président, la famine qui sévit en Afrique a retenu l'attention des députés et de tous les Canadiens. Notre gouvernement s'est empressé de venir en aide aux victimes, mais ce sont surtout les généreuses contributions de particuliers à des organismes non gouvernementaux qui ont prouvé que les Canadiens s'inquiètent du sort des Africains.

Dans ce cas-ci comme dans d'autres, le secteur du bénévolat a montré qu'il peut s'attaquer rapidement et efficacement aux problèmes du Canada et du monde entier. Le gouvernement s'est engagé officiellement à appuyer le principe du bénévolat et il considère ce secteur comme un associé à part entière dans

ses initiatives pour répondre aux besoins socio-économiques des Canadiens.

Depuis sept ans, la coalition des Organisations nationales volontaires demande au gouvernement de modifier le régime fiscal et de remplacer la déduction actuelle pour dons de charité par un crédit d'impôt de 50 p. 100. Cette idée n'a jamais eu l'heur de plaire à l'ancien gouvernement. J'espère que le gouvernement actuel, qui appuie officiellement le bénévolat, tiendra sa promesse en apportant des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu. C'est la voie idéale à suivre si nous voulons vraiment aider les organismes non gouvernementaux à favoriser le développement socio-économique au Canada et à l'étranger.

\* \* \*

### L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD

#### L'UTILISATION DES TERRITOIRES DU NORD POUR DES ESSAIS À DES FINS MILITAIRES

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Monsieur le Président, j'exhorte le gouvernement à réfléchir sérieusement à l'insouciance avec laquelle il a consenti à l'essai de diverses pièces d'équipement militaire au-dessus des terres des autochtones, alors que celles-ci ne lui ont jamais été cédées par traité. Ces terres, au contraire de ce que croient les milieux officiels, ne sont pas inhabitées et ne devraient donc pas servir aux essais de ce genre.

Ces terres, qui ont de toujours appartenu au peuple inuit, se trouvent au Labrador et sur la rive nord du Québec et on y procède à des vols d'essai à grande vitesse et à basse altitude de chasseurs ouest-allemands, ce qui compromet la faune et, partant, les possibilités de chasse des Indiens et terrifie les habitants des campements autochtones. Il s'agit aussi des terres traditionnelles des Dénés dans le nord de l'Alberta et de la Saskatchewan où l'on procède à des essais non autorisés des missiles de croisière.

Il faudrait mettre un terme à l'utilisation de plus en plus fréquente à des fins militaires de territoires dit «inoccupés», si l'on veut que les autochtones sachent que les Canadiens et leur gouvernement prennent au sérieux des notions comme la nation indienne ainsi que les droits et les titres des autochtones.

Ces terres appartiennent collectivement à des gens en chair et en os, dont les droits sont reconnus dans la Constitution canadienne. Les progressistes conservateurs, qui se plaisent tant à parler de droits à la propriété, devraient se demander s'il leur plairait que l'on procède à des essais analogues au-dessus de leurs quartiers résidentiels, sous prétexte que, pendant de longues périodes, ces lieux semblent «inoccupés».